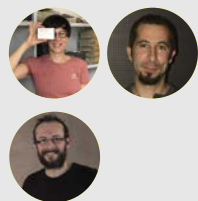


Les archives audiovisuelles



Coordination :

Audrey Clergeau,
Aurélien Durr
et Olivier Meunier



Introduction

Pour vous, c'est quoi une archive audiovisuelle?

À cette question posée en préambule de ce dossier, peu d'entre nous citeraient spontanément un témoignage oral ou un film amateur. Pourtant ces archives audiovisuelles sont conservées en nombre dans les services d'archives départementaux et municipaux. Elles sont cette part sensible de nos fonds souvent inaccessibles faute de moyens techniques. Ayant à cœur de diffuser la mémoire audio et visuelle de nos territoires, nous avons décidé d'unir nos forces en constituant un groupe de travail informel en 2020.

Ce dossier collectif est le fruit de nos premières réflexions sur notre métier d'archiviste audiovisuel et sur nos pratiques. Nous y partageons nos conseils en matière de description, de conservation et de numérisation. Nous y présentons aussi nos plus belles expériences de collectes et de valorisation.

Nous espérons que ces retours d'expérience vous inspireront et vous donneront le goût des archives audiovisuelles !

Pour vous, c'est quoi les archives audiovisuelles ?

Matthieu Guenoux, AD44

Les archives audiovisuelles sont cette masse grandissante, exigeante, aux formats protéiformes, qui sera un terreau pour critiquer l'histoire de demain

Pierre-Frédéric Brau, AD63

Des archives comme les autres, ou à peu près

Séverine Bouguillon, AD63

Les supports emblématiques du XX^e siècle, qui posent le grand enjeu de leur conservation au XXI^e siècle

Aurélie Mesnil, AD93

Ce terme regroupe des archives sur support visuel, sur support sonore ou bien visuel et sonore à la fois. La plupart du temps, ces documents nécessitent un outil ou une machine pour être lus – sauf pour la photographie

Pour vous, c'est quoi un archiviste audiovisuel ?

Thierry Chazarin, AD63

Un passionné, collecteur d'images et de sons, passeur de mémoire audiovisuelle qui sait préserver ce patrimoine pour les générations futures...

Pascal Carreau, AD93

Un archiviste qui, outre les connaissances générales en matière archivistique, dispose de compétences techniques relatives au traitement et à la conservation des supports audiovisuels

Sophie Mieczkowski, master « Archives », Université Paris 8

Un archiviste audiovisuel est un professionnel des archives qui s'est spécialisé dans l'étude, le traitement et la conservation de ces supports d'archivage un peu particuliers. C'est un métier tout à fait à part, car si les méthodes sont a priori les mêmes, cette spécialisation demande un réel goût pour l'histoire des techniques et une forte capacité d'adaptation aux évolutions technologiques

Pascal Le Meur, Cinémathèque de Bretagne

Le travail d'un archiviste classique n'est pas éloigné du travail d'un archiviste audiovisuel : il y a nécessité de collecter, de classer, d'identifier, d'assurer la bonne conservation des supports, d'assurer la communication à des administrations et à des chercheurs... C'est juste le support qui change.

Séverine Bouguillon, AD63

Celui ou celle qui saura décrypter quels documents auront de l'intérêt pour les archives publiques, parce qu'il/elle sait les visionner et les interpréter

Christelle Perronnet, AD63

Un archiviste spécialisé et passionné qui fait partager la vie des personnes filmées. Quelqu'un qui mêle connaissances archivistiques et connaissances techniques

Quelle est l'archive audiovisuelle qui vous a le plus marqué(e) ?

Aurélie Mesnil, AD93

Lors d'une formation de la Croix-Rouge française sur la gestion des situations d'attentats, l'enregistrement sonore original des sons d'armes à feu et des cris déchirants le 13 novembre 2015, au Bataclan

Marie-Pierre Lancelot, AD93

Un enregistrement familial sur cassette vidéo des années 1970 que je ne retrouve plus

Cyrille Le Thiec, AD44

Les premiers pas de Neil Armstrong sur la Lune

Emmanuel Tresson, master « Archives », Université Paris 8

Un enregistrement sonore datant de 1912 dans lequel un Parisien découvre le son de sa voix

Les archives sonores : des archives audiovisuelles comme les autres ?

Pour l'archiviste habitué à traiter des archives papier, la question peut surprendre. Un fonds est pourtant rarement sonore et audiovisuel : le plus souvent, il est tantôt l'un, tantôt l'autre. Aux Archives de l'Hérault, moins de 7 % des sous-séries AV sont mixtes.

De plus, les archives sonores sont avant tout orales : tandis qu'une grande diversité caractérise les genres vidéo et cinématographiques (communication institutionnelle, chaîne télévisée locale, film de famille, etc.), la typologie sonore la plus répandue est celle de l'entretien. Dans l'Hérault, les enquêtes ethnologiques et les corpus de témoignages sur la Seconde Guerre mondiale représentent 55 % du nombre total de sous-séries AV.

Autre particularité des documents sonores : la proportion importante de fonds produits par les services d'archives eux-mêmes. L'« assistant-mémoire » documente ainsi l'entrée d'un fonds papier en interrogeant le producteur, recueille le récit d'un événement ou de l'évolution d'un quartier. Lors de la Grande Collecte 1914-1918, cent sept contributeurs ont été filmés, dans le but de contextualiser leurs documents et d'évoquer leurs souvenirs familiaux.

La typologie sonore la plus répandue est celle de l'entretien.

Si les Archives de l'Hérault conservent des bandes-son magnétiques professionnelles, nos archives orales se présentent le plus fréquemment sous forme de supports amateurs compacts et adaptés à un enregistreur portatif : cassette audio, microcassette, minidisque.

Enfin, comparée à la production vidéo d'un service de communication ou d'un organisme culturel, une collecte orale est souvent peu volumineuse. Pourtant, sa description nécessite du temps : la rédaction d'une analyse chronothématique — autre spécificité des archives orales, comparable à un sommaire d'ouvrage — permet de se repérer aisément dans l'entretien et de sélectionner plus tard des extraits à valoriser.



Muriel Paquelet-Bouchami

Cheffe de service des archives multimédia Archives départementales de l'Hérault

zoom

Films du Planétarium à Saint-Étienne

La collecte réserve encore de belles surprises. Une opération d'archivage d'envergure au Planétarium de Saint-Étienne a permis de mettre au jour un fonds d'une richesse insoupçonnée composé des dépliant de communication, mais également des story-boards de certains films, ainsi que des dessins originaux de certains personnages.



Affiche du premier spectacle
Regard vers le cosmos, 1993
© Planétarium de Saint-Étienne

Mais les documents les plus importants sont sans doute les films de la période pré-numérique. Ils sont composés de plusieurs diapositives assemblées sur le dôme par l'utilisation simultanée de plusieurs projecteurs. Sont surajoutés à cela les faisceaux lumineux produits par le simulateur d'étoiles. Si l'on peut aisément décrire les diapositives utilisées, il sera en revanche impossible d'avoir une vision d'ensemble de ce qui était projeté lors du spectacle. Par

ailleurs, la bande-son est stockée sur des cassettes DAT qu'il faut être en capacité de caler sur le contenu et le déroulé de la projection. De fait, pour garder une trace

« compréhensible » du spectacle, il est nécessaire de faire un gros travail de montage.

Tout l'intérêt de cette collecte extraordinaire réside dans le fait que les documents permettent d'appréhender à la fois l'évolution des connaissances scientifiques, mais également la professionnalisation du discours et des dispositifs de médiation.



Pierre-Régis Dupuy

Responsable de la constitution des fonds et de la conservation des données Archives municipales et métropolitaines de Saint-Étienne

Quelle place pour les archives audiovisuelles en Archives départementales ?

En 2015, Michèle et Michel Valière ont donné aux Archives de la Vienne les archives accumulées au fil de près de quarante années de collectage sonore. Accepter ce don, c'était pour les Archives de la Vienne commencer à définir autour de ce fonds exceptionnel leur propre politique en matière d'archives audiovisuelles. On trouvait déjà des archives audiovisuelles aux Archives de la Vienne avant cette date, bien sûr ; simplement, elles n'y avaient jamais été prises en compte spécifiquement.

Ceci est révélateur du paradoxe qui semble régir les rapports des services d'Archives départementales avec les archives audiovisuelles. D'un côté, ces services ont vocation, sans équivoque, à accueillir des fonds audiovisuels : dans la définition légale des archives, le support importe peu. D'un autre côté pourtant, on peut rester sur l'impression que les archives sonores n'ont jamais fait beaucoup de bruit dans les services d'archives, notamment départementales.

Ainsi, dans la synthèse du rapport sur l'activité des services d'archives pour 2019, les archives audiovisuelles sont mentionnées deux fois et, à chaque fois, il est seulement fait référence aux enregistrements des séances des conseils municipaux et départementaux. On y lit également :

« On remarque aussi l'émergence d'une nouvelle typologie de documents numérisés : dix-huit fonds sonores ou audiovisuels ont été numérisés en 2019 ». On est tenté d'en conclure que les archives audiovisuelles présentent peu de variété et qu'elles commencent à peine aujourd'hui à être prises en compte dans quelques services.

Pourtant, dès les années 1980, des services audiovisuels ont été mis sur pied dans plusieurs services, notamment la Dordogne, le Tarn, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. D'autres ont été créés au tournant des années 2000, dans le Cantal, la Manche, la Corrèze, le Var ou l'Hérault, par exemple.

Retournons donc vers l'enquête 2019, mais regardons cette fois les données détaillées. C'est en matière de numérisation, et là seulement, que l'on demande aux services concernés de fournir des données rétrospectives relatives aux archives audiovisuelles. Sur les 100 services départementaux sollicités, 47 annoncent avoir numérisé des archives

audiovisuelles ces dernières années.

Évidemment, les chiffres varient fortement (quelques dizaines d'heures dans 10 services contre plus d'un millier dans 17 autres), mais, de toute évidence, cela fait longtemps que les archives audiovisuelles ont fini « d'émerger ».

D'où vient alors le sentiment persistant de leur « marginalité » ? Sans doute de leur manque de visibilité. Visibilité par le public d'abord : si près de la moitié des services d'Archives départementales ont numérisé des archives audiovisuelles, ils ne sont plus que 20 à en proposer la consultation en ligne. Pour aller plus loin de ce côté, l'enjeu est aujourd'hui probablement plus juridique que technique : propriété intellectuelle, droit à l'image.

Mais visibilité aussi au sein de la profession : certes, du fait de spécificités techniques indéniables, les archivistes qui traitent des fonds audiovisuels sont forcément un peu à part. Pourtant, ces archives sont-elles si différentes ? Elles sont décrites selon les mêmes normes ; une fois celles-ci numérisées, leur pérennisation est à envisager dans les mêmes termes que les autres archives électroniques ; et elles constituent évidemment un vecteur de valorisation sans équivalent pour l'ensemble des fonds.

À l'heure où près de la moitié des services départementaux sont engagés dans des politiques actives en matière audiovisuelle, ce sont au moins autant les spécificités bien réelles des archives audiovisuelles qu'il faut souligner que la place qu'elles occupent déjà — tout naturellement, est-on tenté d'ajouter — dans bon nombre de services d'Archives départementales.



Michèle Valière enregistre la conteuse Marcelle Papineau, Magné (Vienne), 1971

© Michel Valière, Arch. dép. Vienne, 40 Fi



Pierre Carouge
Directeur adjoint
Archives départementales de la Vienne

L'expérience des Archives de la Manche

À l'origine du service réside le souci de recueillir une mémoire encore vivante mais sur le point de disparaître ou de subir de profondes transformations.

Parallèlement à la collecte, un travail de sensibilisation est mené auprès des partenaires publics et privés. Le service devient progressivement un centre de ressources sonores et audiovisuelles et propose une aide méthodologique (guide du collecteur), technique (mise à disposition d'enregistreurs) et juridique (modèles de conventions) aux déposants et enquêteurs.



Entretien enregistré lors du festival « Jazz sous les pommiers », à Coutances (Manche), en septembre 2020
© Antoine Soubigou

Il dynamise ainsi tout un écosystème et suscite des projets de collecte et de valorisation des fonds via notamment un partenariat avec la Fabrique de patrimoines en Normandie et Normandie Images. Des montages d'archives audiovisuelles sont diffusés dans des festivals (Écume des films, les Égaluantes), lors de rencontres professionnelles (Inédits, Rendez-vous de l'histoire à Blois) et lors d'interventions auprès d'étudiants (université de Caen Normandie).

Le partenariat entre le festival Jazz sous les pommiers¹ et les Archives départementales de la Manche a commencé en 2013 avec le dépôt de documents papier et s'est rapidement étendu à la « mémoire vivante » du festival. Ainsi en 2019 débutait la collecte de témoignages d'artistes en résidence, de bénévoles, de festivaliers, de journalistes ou même d'élus. Enregistrements sonores et vidéo complètent alors un fonds d'archives plus classique et sont valorisés sur le site Internet des archives, mais aussi dans un ouvrage édité pour les quarante ans du festival en 2021.



Domnine Plume

Responsable du centre de ressources des archives sonores et audiovisuelles Archives départementales de la Manche

1. Troisième festival de jazz en France.

Les Archives départementales de Maine-et-Loire : un partenariat audiovisuel

Depuis 1998, les Archives départementales de Maine-et-Loire ont diversifié les sources relatives à l'histoire du département en s'intéressant à la fois aux témoignages oraux et aux archives audiovisuelles.

Différents partenariats ont favorisé l'enrichissement des collections, comme en 2020 avec la fédération départementale Familles rurales de Maine-et-Loire. Celle-ci souhaitait organiser un circuit de projection cinématographique « Balad'Images » sur le thème « Ciné-Patrimoine : L'Anjou filmé par les Angevins au XX^e siècle ». Un appel via leur réseau a permis de collecter des films auprès des habitants. Huit propriétaires ont proposé leurs films à l'association qui en a numérisé certains. Grâce à cette sélection, le service a pu faire des choix. Ainsi, dix-sept films Super 8 de famille ont été déposés et trois films Super 8 sur la vie quotidienne donnés (années 1970 aux années 1980), ainsi que dix-neuf films 9,5 mm (de 1939 aux années 1960) sur ce même thème. D'autres contacts sont en cours. La complexité de l'opération a résidé dans

la multiplicité des interlocuteurs. L'accès à nos fonds audiovisuels a enrichi l'ensemble et concrétisé une première projection publique le 23 septembre 2020 à Tiercé, devant environ cent cinquante personnes. Les spectateurs ont été invités à partager leurs impressions après la projection.

D'autres partenariats ont été mis en place, notamment avec un ciné-club angevin, dont une cinquantaine de films ont été numérisés entre 2020 et 2021.



Marie-Hélène Chevalier

Responsable des archives sonores et audiovisuelles Archives départementales de Maine-et-Loire

À la recherche de la bobine perdue

Au début de l'année 2010, nous préparons, avec la ville de Bourg-en-Bresse et notre partenaire la Cinémathèque des Pays de Savoie et de l'Ain, un ciné-concert à partir de films amateurs tournés dans la ville.

En mai, je découvre les films 8 mm de Paul Millet, blanchisseur : entre deux scènes de fillettes qui dansent... une extraordinaire séquence de la Libération de Bourg le 4 septembre 1944 ! Trois minutes de chair de poule et d'hystérie silencieuse. Je scrute ces visages exprimant la joie, l'excitation et l'émotion. Un soldat américain, souriant et équipé d'une caméra, me saute aux yeux ! Je me donne alors la mission farfelue de mettre la main sur la bobine de ce soldat.

En juin, par un heureux concours de circonstances, je rencontre Serge Viallet, réalisateur de la série *Mystères d'archives* pour Arte. Il m'aide à naviguer sur le site du National Archives and Records Administration (NARA). Nous repérons une bobine 35 mm. Il la visionnera lors d'un prochain déplacement à Washington.

Quelques jours plus tard, Serge Viallet confirme l'intérêt de la bobine. La commande est passée. À la réception, sur le carton du début du tournage, le nom du sergent Fred Bornet apparaît. Mon soldat souriant n'est plus anonyme. Né aux Pays-Bas en 1915, il fuit Hitler en 1939, émigre aux États-Unis. Il sert dans l'armée américaine en tant que caméraman au 163^e Signal Photo Compagny de la 7^e Armée et prend part au débarquement du sud de la France. Il décède à New York en 2006.



Photogramme du film de Paul Millet sur lequel on voit le sergent Fred Bornet et sa caméra
© Paul Millet

Son film a été vu un jeudi soir de juillet en plein air par près de mille personnes ! À ce jour, nous avons encore collecté quatre nouvelles bobines sur ce fameux 4 septembre, à découvrir ici : [<https://vimeo.com/115326797>].

Pas juste du « ciné », notre métier est essentiel ! Nous œuvrons chaque jour pour constituer une mémoire collective au service d'un large public.



Cécile Gerbe-Servettaz

Chargée des fonds iconographiques et audiovisuels
Archives départementales de l'Ain

zoom

Exposition « Instants saisis de la vie seynoise (1946-1969), la valorisation d'un fonds audiovisuel entre photogrammes et projection »

Fin 2013, à la faveur d'une discussion avec un historien local, les Archives municipales de La Seyne-sur-Mer se mettent sur la piste d'un ensemble de bobines de 16 mm et les redécouvrent chez deux familles qui acceptent de les donner à la ville.

Les bobines, une fois numérisées, révèlent des images exceptionnelles sur la vie de la cité, de la reconstruction d'après-guerre au foisonnement communiste des années 1960 en passant par les fêtes locales. Pour valoriser ce contenu, le service décide d'en tirer des « instantanés », répartis en grands thèmes (gymnastique corrective, reconstruction du port, etc.), pour servir de supports à des panneaux historiques. Si les murs de la salle d'exposition sont recouverts de ces grandes photos, deux écrans sont également mis à disposition des visiteurs qui souhaiteraient voir les

séquences filmées, aidés d'un document résumant chacune des séquences.

L'exposition autour de ces films, et des photogrammes qui en sont extraits, est l'occasion d'une grande collecte d'éléments de contexte auprès des contemporains, et même des acteurs, de ces scènes.



Alan Virot

Responsable des Archives municipales de La Seyne-sur-Mer



© Unsplash

Les Lumières de la ville

Quels films trouve-t-on dans les archives des communes ? Pour en savoir plus, vingt-deux services ont répondu à notre enquête.

Au moins depuis l'entre-deux-guerres, les municipalités commandent des films pour mettre en valeur leurs réalisations et leurs projets. Suresnes dispose même d'un « service municipal cinématographique », à la fin des années 1920, qui produit des images sur l'école municipale de musique ou les colonies. À Lens, c'est un employé municipal qui filme de 1950 à 1985 en 8 mm puis en Super 8 les travaux, les fêtes annuelles, les cérémonies. L'ampleur de ces collections peut être considérable puisque Lens conserve près de deux cents bobines d'environ vingt-cinq minutes.

L'ampleur de ces collections peut être considérable puisque Lens conserve près de deux cents bobines d'environ vingt-cinq minutes.

Avec le développement de la vidéo, la communication audiovisuelle connaît un âge d'or dans les années 1980. Mille cinq cents cassettes U-matic et Bétacam ont été traitées par les archives de Toulon : des reportages sur la ville, des captations de spectacles ou d'événements sportifs tournés par un service vidéo au sein de la médiathèque dans les années 1980 et 1990. À Pierrefitte-sur-Seine, la municipalité crée un magazine vidéo à partir de 1988 et utilise cet outil pour présenter sa politique en matière d'urbanisme ou de santé. Beaucoup d'expériences prennent fin dans les années 1990, d'autres ont une étonnante longévité comme à Saint-Denis qui entretient une unité audiovisuelle depuis 1983.

Les fonds de télévision locale sont très nombreux. Qu'ils soient produits à l'initiative de la collectivité ou non, ils finissent bien souvent aux Archives municipales. Lyon conserve les fonds de Cap Canal, une chaîne éducative gérée par la ville et diffusée par câble entre 1991 et 2014. L'association Cannes TV, une télévision câblée active de 1990 à 2003, occupe 75 ml aux archives de la ville pour la partie audiovisuelle et 5,5 ml d'archives administratives avec les plannings de tournage, les conducteurs d'émissions, les dossiers de coproductions.

Ces volumes posent aussi la question des moyens. Les plus grandes villes peuvent investir. En 2016, Saint-Denis a équipé un magasin pour la conservation des supports magnétiques. Lyon s'apprête à collecter les captations des spectacles du théâtre des Célestins. Quatre téraoctets de données ! Convaincre l'exécutif

est toujours un combat : pas simple pour l'archiviste de l'agglomération Paris-Vallée de la Marne de faire voter un budget pour numériser plus de mille heures de programmes de Canal Coquelicot (1998-2014). Si certaines communes parviennent à classer, décrire et numériser ces fonds en interne, d'autres s'appuient sur une expertise extérieure. Les Archives départementales de Seine-Saint-Denis conservent et traitent des films et des vidéos pour vingt et une des quarante communes de son territoire. Les Archives de Lorient déposent une partie de leur collection à la Cinéma-thèque de Bretagne.

Ces difficultés n'empêchent pas les services d'enrichir leurs collections de nombreux fonds privés : la construction d'une église filmée en 9,5 mm à Antony, les films d'un club de cinéastes amateurs à Saint-Maurice, ceux qu'un instituteur tourne avec ses élèves entre 1992 et 1998 à Lorient. De véritables campagnes de collecte sont même entreprises. Depuis 2015, La Seyne-sur-Mer lance des appels à ses habitants et conserve près d'une centaine de bobines. L'agglomération de Dunkerque conventionne, depuis 2018, l'association régionale Archipop qui se charge de la collecte, du traitement et de la valorisation des films, puis remet une copie numérique aux archives.

Enfin, après les web TV des années 2000, les réseaux sociaux offrent aujourd'hui un accès direct aux habitants : les conseils municipaux sont diffusés en direct, des chaînes YouTube thématiques sont créées, les élus animent des « Facebook live ». Ces productions sont encore rarement versées aux archives, pas seulement parce qu'elles viennent d'être produites, mais aussi pour des questions techniques ou juridiques. La place manque pour rendre compte de la richesse de ces collections, des belles idées de valorisation et des angoisses sur les droits, de la cotation de ces films et des astuces pour réussir à les visionner. Gageons que les journées d'étude prévues à Clermont-Ferrand en 2022 changent la donne.



Julie Guillaumot

Cheffe du service vidéo - BnF
Ancienne responsable des Archives municipales de Pierrefitte-sur-Seine (2017-2021)

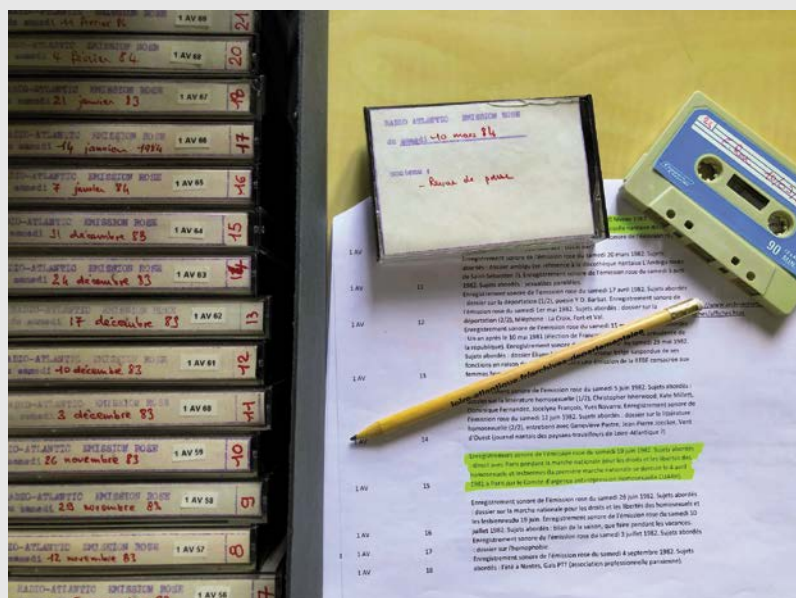
De l'art de la description des archives audiovisuelles

Les archives audiovisuelles sont hermétiques au mantra de l'archiviste « objet, action, typologie ». Ces films de fiction, ces documentaires ou ces enregistrements de témoignages sont-ils à ce point anticonformistes qu'ils résisteraient à tout système d'information archivistique ? Là où nos confrères des bibliothèques et de la documentation ont très tôt mis en place des outils de description qui s'appliquent à tous, les archivistes se sont intéressés tardivement à ces nouveaux supports. Une simple visite des portails Internet des Archives territoriales révèle une grande hétérogénéité de pratiques. Force est de constater que le goût pour le traitement des archives audiovisuelles est encore peu développé et parfois délégué à des institutions spécialisées.

Un rapide état des lieux des contraintes normatives qui pèsent sur la description des archives audiovisuelles s'impose. Si la circulaire AD 98-8 du 18 décembre 1998 introduit une cote intellectuelle AV dans le cadre de classement, celle-ci s'avère inapplicable d'un point de vue pratique. Elle crée au sein d'une sous-série par formats une accumulation sans cohérence intellectuelle et donne lieu à de nombreuses interprétations dans les services d'archives. Aux Archives départementales de Loire-Atlantique et de Seine-Saint-Denis, la cote AV est réservée aux fonds privés uniquement composés d'archives audiovisuelles et fonctionne comme la série W avec des sous-séries ouvertes. Quant à la norme ISAD-G, elle est principalement conçue pour le traitement de documents

spécificités des fonds et non l'inverse. Nous avons expérimenté dans nos services la rédaction de guides de procédure pour faire converger les pratiques de description et les faire coïncider avec la norme ISAD-G. Ces guides déterminent des conventions d'écriture dans le contexte de nos progiciels respectifs : Arkhéia et Mnesys. Ils rappellent dans un premier temps les principales caractéristiques techniques des supports. Ils abordent notamment la notion de copies en archives audiovisuelles, qui est une réalité complexe et mouvante. Il est parfois difficile de déterminer l'original de la copie. Il est donc préférable de conserver les deux supports en cas de doute. Ils traitent également des précisions relatives aux opérations de migration de l'information : les copies de l'analogique vers le numérique, le transfert d'un support physique vers un fichier, le transcodage de fichier. La description est l'étape de traitement la plus complexe et se situe donc au cœur des guides. Il est rappelé qu'il n'est pas question ici de décrire plan par plan mais bien d'être synthétique comme l'exige le métier d'archiviste. De même, les guides inviteront les archivistes à enrichir la description des archives audiovisuelles nativement numériques par la collecte de métadonnées : statistiques d'audience et commentaires d'une page YouTube, par exemple.

Pour mettre fin à l'invisibilité des fonds audiovisuels dans les services d'archives, chaque responsable de fonds doit pouvoir accéder à un standard commun à l'échelle nationale. Celui-ci s'appuierait sur les outils archivistiques disponibles, les thésaurus professionnels et les expériences locales. Les travaux du groupe sur les archives audiovisuelles visent à construire ces outils communs. En attendant leur avancement, la voie du milieu sera votre seul recours !



Classement d'un fonds d'archives sonores
© Audrey Clergeau

papier résultant d'actions administratives. De même, le thésaurus W ne couvre pas l'étendue des formes cinématographiques ou sonores. Les films de famille présents dans de nombreux fonds d'archives sont par exemple absents des termes associés au cinéma.

C'est dans la contrainte que l'on éprouve sa créativité. Ainsi, nos expériences respectives dans nos services démontrent qu'il est possible de composer avec les normes et les outils pour peu qu'on les adapte aux

Audrey Clergeau

Archiviste en charge des archives notariales et audiovisuelles Archives départementales de Loire-Atlantique

Aurélien Durr

Responsable du secteur des archives audiovisuelles Archives départementales de Seine-Saint-Denis

Les défis de la conservation préventive

Les archives audiovisuelles recouvrent de nombreux supports physiques. Professionnels ou amateurs, analogiques ou numériques, ils ont évolué en fonction des techniques. La composition de chaque support, soumise au secret industriel, a elle-même varié, pour de meilleures performances et des coûts réduits. Bien conserver s'avère donc complexe.

Maîtriser le climat

Sous l'effet de la lumière et de la chaleur, le support se déforme et le signal s'altère. Tous les services d'archives n'ont pas de magasin à 12 °C et 35 % HR, ni de sas assurant une transition climatique. Il faut tout au moins limiter les variations atmosphériques et regrouper les bandes magnétiques dans un même magasin pour faciliter leur surveillance. Dans l'idéal, on range à part les films, qui exigent une température plus basse. Aux Archives de l'Hérault, faute de magasin froid, les supports audiovisuels sont stockés au rez-de-chaussée, un peu plus frais que les niveaux supérieurs et les films sont confiés à un dépôt d'archives répon-

Conditionner et ranger

Un stockage horizontal des bobines peut entraîner une déformation appelée « tuilage ». Comme pour les disques et cassettes, un rangement vertical par format est préférable. Les films, eux, sont stockés horizontalement après reconditionnement en boîtes en polypropylène, en conservant les informations portées sur le boîtier d'origine. Situées près d'un champ magnétique induit par exemple par des ascenseurs, les bandes magnétiques se chargent d'électricité statique et subissent une démagnétisation. Il faut donc les en éloigner. Faute de pouvoir effectuer un débobinage-rembobinage régulier des bobines et des cassettes, qui évite l'effet de copie, on tournera une fois par an les bobines pour empêcher leur tassement. Une bande libre rangée sans flasque dans sa boîte ne doit pas être laissée ainsi, au risque qu'elle se déroule et s'emmêle : elle doit être rembobinée sur une flasque.

Manipuler, nettoyer, lire

Manipuler les supports peut provoquer usure, cassure, étirement de la bande ou effacement du signal. Il faut donc l'éviter et ne jamais toucher la surface enregistrée. Briser la languette sur le côté des cassettes audio empêche de les effacer. La lecture doit être limitée aux besoins de transfert du contenu et se faire sur un appareil adapté à la vitesse d'enregistrement. Le technicien audiovisuel peut utiliser un appareil ancien s'il est en bon état et si cela n'altère pas le support. La lecture peut être précédée d'un nettoyage mécanique sans solvants. Pour les disques, on privilégie l'eau distillée qui ne laisse pas de dépôt calcaire. De l'échange d'expériences naît la solution la mieux adaptée au contexte local. Si la préservation implique à terme de numériser, les supports les plus anciens ne sont pas toujours à prioriser. Documenter ses choix les rend compréhensibles par les archivistes de demain.



Magasin de conservation de supports vidéo aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis
© Jérémy Cuenin

dant aux normes climatiques. Corrélée à la chaleur, l'humidité entraîne la prolifération des moisissures. Poussières et graisses générées par les traces de doigts et les colles favorisent leur essor. Il faut donc veiller à la propreté des locaux et filtrer l'air. Envelopper les supports moisies permet de ne pas disperser les spores.

Surveiller pour prévenir

Prévenir les dégradations, différentes selon les composants, exige de savoir distinguer des supports à première vue identiques (par ex. : disques en gomme-laque/vinyles). Une surveillance aide à repérer deux réactions chimiques irréversibles : le syndrome contagieux du vinaigre qui dégage de l'acide acétique et le syndrome de la bande collante. Face au premier, tester les supports à l'aide de bandelettes neutres permet d'isoler ceux qui sont acides et, si possible, de ralentir la dégradation en les réfrigérant avant numérisation. Le chauffage dans un four à 50 °C, comme le font les Archives de Seine-Saint-Denis stoppe le second processus le temps de les numériser.



Muriel Paquelet-Bouchami
Cheffe de service des archives multimédia
Archives départementales de l'Hérault

De l'émulsion chimique au numérique, numériser un film

Le plan de numérisation

Cet article, à lire comme un retour d'expérience, n'a pas pour vocation de définir une méthodologie stricte et universelle, mais cherche plutôt à apporter des clés organisationnelles pour la conduite d'un projet de numérisation. Il s'appuie sur les plans de numérisation de films que j'ai menés au sein d'un service disposant de moyens techniques substantiels et notamment de tables de montage pellicule film.

La mise en œuvre de ce type de plan peut se décomposer en quatre étapes qui vont permettre de définir, de choisir, d'organiser les éléments, de dialoguer « en terrain partiellement connu » avec le prestataire.

L'analyse physique des éléments

Cette simple opération va permettre, en ouvrant les boîtes et en déroulant quelques mètres de bande avec des gants, de classer les éléments et de fournir des informations à prendre en compte pour la rédaction du cahier des charges et le traitement que l'on veut effectuer : quel est le standard de l'élément (8 mm, 9,5 mm, 16 mm, 35 mm...) ? La pellicule est-elle lisse ou bien distingue-t-on des marques de collures ? Est-elle constante ou bien entrecoupée d'amorces ?



Champignons sur support film 16 mm © Jean-Jacques Doya



Virage magenta sur support film 16 mm © Jean-Jacques Doya

Dégage-t-elle une odeur de vinaigre ? Est-ce une pellicule image, une bande magnétique, ou bien une copie d'exploitation avec un son optique ou magnétique couché ? Est-ce un positif ou un négatif image ?

Le visionnage et la sélection

La lecture sur table de montage va dévoiler le contenu, aussi bien sur le plan physique que filmique. Ce visionnage va mettre en évidence la durée de l'élément, la qualité de la pellicule, son format d'image, sa cadence, ses rayures, ses poussières incrustées, l'état des perforations, le retrait éventuel de la bande, la conservation du profil colorimétrique ou bien l'apparition d'un virage magenta et, s'il y a du son, la qualité de l'enregistrement. Ce travail va également permettre de déterminer quel est le meilleur élément à numériser (en cas de copies multiples), de vérifier si le son est synchrone en cas de double bande, et aussi d'effectuer un dérushing préalable qui pourra servir à l'élaboration d'un résumé. Il va conduire à la création d'un fichier Excel « conducteur », qui reprend les informations de l'élément et servira au suivi du projet.

Le cahier des charges

Hormis les éléments généralement définis dans ce type de documents, la somme des informations collectées lors des phases précédentes va aider à la rédaction du cahier des charges en ayant la connaissance des points importants à ne pas négliger. Ainsi on va pouvoir préciser la durée totale des bandes image et celles de son, une prestation de collures à prévoir, des corrections numériques à effectuer (étalonnage droit, correction du virage magenta, mise en positif d'un négatif, etc.), des corrections à apporter sur le son, mais aussi définir un format d'image, en matière de ratio (largeur/hauteur), un format de fichier numérique pour la conservation et un pour la diffusion.

La phase de contrôle

Cette étape, avec l'aide du fichier conducteur, va consister à suivre le travail de numérisation en vérifiant, à l'aide de fichiers audiovisuels temporaires livrés par le prestataire, que le format est correct, que la stabilité et le ratio de l'image sont conformes, que le son est correctement synchronisé. Des allers-retours s'effectuent, via le conducteur, jusqu'à la validation finale.

En conclusion, un plan de numérisation de films pellicule permet d'approcher des techniques qui sont en train de disparaître et fait appel aux savoir-faire hérités des prémices du cinéma. La variété des supports argentiques, les évolutions de projection et la magie des images qui se révèlent, rendent ce travail passionnant.



Jean-Jacques Doya

Archiviste et technicien audiovisuel
Archives départementales
de Seine-Saint-Denis

« Archives et cinéma », un dispositif de valorisation des films dans le Puy-de-Dôme

Les archives audiovisuelles — documents qui se regardent et/ou s'écoulent — posent la question essentielle de leur visibilité. Si celle-ci peut être assurée par la consultation en salle de lecture ou sur les sites Internet institutionnels, dans le Puy-de-Dôme, le service des Archives départementales a eu l'ambition de « rendre visibles » les films et vidéos collectés par le moyen qui leur est « naturel » : la projection à un public. Pour cela, le dispositif « Archives et cinéma » a été créé en 2019.

Ce dispositif est né de la rencontre entre un substrat — les fonds audiovisuels —, une volonté du service des Archives de valoriser des fonds « inhabituels » et une demande forte des territoires qui s'est fait jour à différents moments clés :

- en 2013, la projection du film *Ternant, notre village*, de Jean Piollet — un des dix premiers films collectés dans le Puy-de-Dôme —, en collaboration avec l'association des Amis de Ternant, avait fait salle comble au Foyer rural d'Orcines ;
- en 2016, le service d'archives de la ville d'Issoire avait proposé aux Archives départementales de présenter les films issus de leur collecte commune dans le cadre des rencontres « Cinéma et histoire ». Invitée pour cette occasion, une universitaire de Clermont-Auvergne avait analysé le travail d'un cinéaste amateur issoirien, Alix Merle, suite à la projection devant un public nombreux d'un de ses films-phares, *Issoire* en 1957. Le partenariat avec les Archives d'Issoire s'est pérennisé par la suite ;
- en 2018, après un travail de collecte conséquent sur la petite commune des Martres-de-Veyre, un projet d'écriture

avait été réalisé avec l'équipe dynamique du comité culturel des Martres. Ce travail, prenant appui sur les films collectés, a donné lieu à la production de quatre films, projetés lors d'une soirée intitulée « Les Martres bout à bout », qui a attiré plusieurs centaines de spectateurs dans la salle des fêtes des Martres.

Exemples-phares auxquels peuvent s'ajouter les collaborations régulières avec le Musée régional d'Auvergne à Riom, qui ont fait office d'arguments auprès de l'Assemblée départementale.

« Archives et cinéma » s'appuie donc sur des partenariats avec divers établissements publics ou associations culturelles. Mais si le fait de projeter y est systématique, les formes prises d'un événement à un autre varient selon les partenaires et la nature des projets : ciné-conférences, ciné-concerts, ciné-lectures, etc. Ainsi, ce dispositif reste souple et adaptable, et la convention partenariale, signée par les décideurs des structures partenaires, vient préciser les rôles de chacun. Pour ce qui est des Archives départemen-

tales : la mise à disposition gratuite des films, leur préparation éventuelle (montage, étalonnage, compression) et la mise à disposition d'un agent pour le suivi et l'animation de l'événement ; pour les partenaires : le lieu, le personnel d'accueil et le matériel de projection. La promotion de l'événement, quant à elle, est commune aux deux partenaires. Bien que les films programmés soient souvent méconnus des habitants des territoires où ils sont montrés, les participants à ces projections peuvent être d'immenses sources d'informations. Pour peu qu'ils s'autorisent à parler en public, anecdotes, renseignements sur les événements filmés et informations sur les cinéastes viennent étoffer les projections, suscitent des échanges et font de ces moments culturels des vecteurs de lien social et transgénérationnel. Certains spectateurs prennent aussi conscience de l'importance de films qu'ils possèdent chez eux ou dont ils ont connaissance : dans ce cas, une projection peut servir d'« amorce » à la collecte. En tout état de cause, les films projetés touchent chaque spectateur parce qu'ils montrent à la fois la vie locale et des phénomènes universels : la nature des liens entre les membres d'une communauté, l'action de l'homme sur son milieu, les effets immuables du temps qui passe... Tout ce qui fait l'humanité, en somme.



Olivier Meunier

Chargé des archives audiovisuelles
Archives départementales
du Puy-de-Dôme



Première projection « Archives et cinéma » dans la cour extérieure du Musée régional d'Auvergne, à Riom, le 29 août 2019 © Serge Seguin, AD63



Conclusion

Archives audiovisuelles, archives essentielles

Au-delà du défi technique qu'elles représentent, les archives audiovisuelles sont indissociables des territoires dont elles bouleversent parfois la narration. Envie d'en savoir plus et de prolonger ces échanges ? Nous nous donnons rendez-vous du 19 au 21 octobre 2022 à Clermont-Ferrand pour des rencontres professionnelles dédiées aux Archives audiovisuelles des territoires. Elle sera l'occasion de partager plus de retours d'expérience des services d'archives départementaux et municipaux.

Nous en profiterons aussi pour vous présenter de nouvelles pépites audiovisuelles. Si vous souhaitez échanger avec les membres du groupe, contactez-nous : gtarchivesaudiovisuelles@gmail.com.

Un groupe de travail a d'ailleurs été créé sur le site Internet de l'AAF : [<https://www.archivistes.org/-Archives-audiovisuelles->]

Coordination : Audrey Clergeau, Aurélien Durr et Olivier Meunier